

## Malraux, ministre du rayonnement français

Charles-Louis FOULON

« Malraux, ministre du rayonnement français », *Espoir* n°111, 1997

Vingt ans après son trépas, la légende, le merveilleux, le mythe font cortège à André Malraux. Membre de l'Institut, Germain Bazin a évoqué la descente des Champs-Élysées de 1944, le général de Gaulle "tenant Georges Bidault d'une main et Malraux de l'autre". Un dictionnaire des militants de l'action culturelle vient de consacrer une notice à ses actions des années 1921 à 1969 après l'avoir déclaré mort en 1876 ! Le premier tome de De Gaulle en son siècle nous l'avait décrit prenant la parole à Colombey, en 1980, aux côtés de Maurice Schumann. Le 23 novembre 1996, les invités du président de la République à l'hommage de la nation ont aussi pu lire, dans le programme de la panthéonisation, qu'André Malraux avait été élève du lycée Condorcet et était diplômé de l'école des langues orientales. Mais ces erreurs vont finalement bien aux métamorphoses d'André Malraux.

A l'invitation du président Chirac, André Malraux a pris place "dans le Panthéon de la République" dont il avait rêvé naguère qu'il devienne plus significatif. Cet automne, rue Soufflot, le public a frissonné à l'écho de sa voix intacte au moment où son cercueil quittait la chancellerie de l'Ordre de la Libération ; la veille, le colonel Rol-Tanguy y avait assuré la première garde d'honneur avec trois Compagnons et anciens des brigades internationales. Pour le dernier carré de ces premiers soldats de la Deuxième Guerre mondiale, un amendement Malraux a surgi dans la loi de finances et ceux qui n'avaient lutté qu'en Espagne vont recevoir leurs cartes de combattants.

Si, en 1996, personne n'avait officiellement envisagé, au ministère de la Culture, cette panthéonisation dont M. Jacques Chirac a souligné qu'elle était un "acte d'évidence", un "acte de justice", il est certain qu'elle a honoré, outre l'écrivain et le combattant d'Espagne et d'Alsace, le ministre d'État, "ami génial, fervent des hautes destinées" dont le général de Gaulle a dressé le portrait. C'est donc principalement au ministre chargé des Affaires culturelles qu'est consacré le présent article, car les lois Malraux sur les secteurs sauvegardés ou les datations ou les ravalements restent des permanences qui contribuent toujours au visage de la France contemporaine. Pour reprendre une formule de Michel Debré, c'est le ministre du rayonnement culturel dont je vais évoquer l'action après avoir rappelé l'engagement qui fondait son gaullisme et avant de montrer qu'il exerça encore cette charge immatérielle après son départ du Palais-Royal, notamment en prenant la parole aux Glières en 1972 ou sur le parvis de la cathédrale de Chartres quelques mois avant sa mort. Enfin, s'il est vrai qu'au Panthéon, on peut encore contribuer à éduquer la jeunesse de tous les pays comme l'avait écrit René Cassin, les quatre compagnons du 6e caveau que sont désormais Cassin, Malraux, Monnet et Moulin n'ont pas fini de nous étonner par leurs métamorphoses ; en leurs mains d'ombre se tient ce qu'André Malraux avait appelé un des derniers mystères dont il affirmait : "Il nous sera fraternel dans l'ennui sans fin de la mort".

### Le féal fidèle

***Il est écrit dans l'Histoire que le général de Gaulle reviendra au pouvoir. Tout le reste n'a pas de sens.*** André Malraux (1951)

Éphémère ministre de l'Information, du 21 novembre 1945 au 20 janvier 1946, Malraux demeure aux côtés du général de Gaulle dans l'opposition même s'il a regretté le silence du départ. S'il ne suit pas René Capitant dans l'Union gaulliste malgré ses 150 000 adhérents en huit jours, il déplore l'attitude du MRP où Georges Bidault l'épingle d'ailleurs comme "repris de justice". L'écrivain est dans le groupe fondateur du Rassemblement du Peuple français même s'il s'occupe aussi des épreuves du tome I de sa *Psychologie de l'Art*. Si le général de

Gaule déplore qu'il ne mette pas la main sur des journaux quotidiens, c'est dans l'appartement de Malraux, à Boulogne qu'il achève la mise au point du lancement du RPF après son appel de Strasbourg du 7 avril 1947. Pour Malraux, la clientèle gaulliste est semblable à "une ville en marche ... aux sorties de métro aux heures d'affluence" et c'est dans un esprit d'ouverture qu'il va concevoir la promotion du RPF dont il est le délégué national à la propagande. Claude Guy a noté qu'à la différence de ceux qui s'entourent d'agents sans considération de pureté ou de loyauté, Malraux choisit ses compagnons parce qu'il perçoit avec eux "des atomes crochus". Installé dans deux vastes appartements dominant la place de l'Opéra, il est fastueux, mais "difficile à approcher, protégé à la fois par ses absences et ses amis", il s'affiche résolument anticommuniste et déclare le 22 septembre 1947 : "Il n'y a plus de démocratie possible que dans les pays où le parti communiste n'existe pas". Un mois plus tard, il redoute des troubles insurrectionnels et la liquidation physique des dirigeants du RPF ; il met d'ailleurs en lieu sûr ses enfants et Madeleine Malraux.

Charles de Gaulle s'irrite en novembre 1947 de certaines déclarations de Malraux, de Diomède Catroux et de Soustelle à qui il écrit : "Ce que je pense, ce que je fais, ce que je projette, c'est mon affaire. Il n'appartient qu'à moi de le dire ou de le taire". Mais c'est à Malraux de fournir les questions susceptibles d'être posées à la conférence de presse qui suit la victoire du RPF aux élections municipales ; il veille aussi à ce que les boutades consignées par Claude Guy ne soient pas reprises dans un livre de Rémy. Il est encore un des truchements pour les contacts des gaullistes et du MRP ; mais le Général refuse qu'il s'occupe de ses déplacements. Si Malraux juge sévèrement 50 % des candidats RPF aux législatives de 1948, "de pauvres types", il n'est pas et ne sera jamais candidat même s'il s'investit dans sa mission de "porter l'anathème le plus loin possible" contre le PCF. Il forme les orateurs et choisit le matériel électoral avec soin ; il l'a signifié dès les premières assises du RPF : "Notre propagande, c'est cette affiche jadis dessinée par Rodin, cette République qui hurle son espoir dans le destin de la France sur tous les murs de votre ville. Affiche bien inutilement lacérée ! Il n'y a pas de meilleures affiches que les affiches lacérées". C'est pourquoi, le 31 mai 1948, il signe une circulaire préconisant de surcharger toute "affiche ennemie" d'inscriptions au pochoir ou de papillons tel celui représentant Staline déclarant : "Cette affiche est de moi".

"Recours moral dans un entourage trop politicien" selon Asroux, il est l'un des très rares à souhaiter une prise de pouvoir hors des urnes. Il dira plus tard que le RPF était pour lui "un mouvement insurrectionnel [devant] prendre le pouvoir par la violence". Mais, selon Brigitte Friang, il s'agissait là "du décor intérieur de Malraux, de ces mythes qui l'agitaient". Son allant, "inentamable" selon Georges Pompidou, rencontre aussi le pessimisme du Général qui croit en 1949 que la guerre est proche et déclare : "Tout cela finira très mal, car il n'y a plus de solution humaine". De janvier 1948 à juin 1949, Malraux est presque constamment présent au comité exécutif du RPF où il siège déjà à la droite du Général. Après l'échec des législatives de 1951, il se retire ; Jean Charlot conclut : "L'engagement, pour lui, ne peut être que personnel et total, aussi longtemps – mais pas plus – que l'espoir d'être efficace demeure". Après avoir replié ses bureaux du boulevard des Capucines au dernier étage de la rue de Solférino que quittent, faute de salaires, Anthonioz et Loubet, c'est à Malraux qu'il revient, en mars 1952, d'aller dire aux députés de refuser leurs voix au tanneur de Saint-Chamond. En juillet suivant, il les vilipende directement : "Votre tactique, adversaires parlementaires, – car je dis bien nos adversaires – c'est essentiellement celle du concours. Il me semble que nous l'avons entendu prôner hier par Vichy". L'indifférence des Français accélère le déclin du gaullisme d'opposition que le miracle Pinay disperse. Ainsi se trouve momentanément démentie la prophétie malraucienne de l'automne 1951. "Il est écrit dans l'Histoire que le général de Gaulle reviendra au pouvoir. Tout le reste n'a pas de sens."

Certes, André Malraux n'exclut pas que le général de Gaulle soit le dernier des Français, le Philopoemen de la France comme Philopoemen avait été le dernier résistant grec avant la

victoire définitive de Rome. Le 5 juillet 1952, il parle dans une dernière réunion publique du RPF et le journal RPF *Le Rassemblement* le reproduit sous le titre : “Nous représentons la continuité européenne de la France”. Dans la bataille contre la Communauté européenne de Défense que mènent ensuite, simultanément, communistes et gaullistes ainsi que quelques socialistes, André Malraux ne craint pas de décrire l’Apocalypse et “le jour où le dernier gaulliste dans le dernier maquis inutile verra arriver au-dessus de la France en ruine l’aviation salvatrice américaine”.

Le 19 février 1955, *L’Express* publie un entretien avec Malraux sous le titre “Comment peut-on sauver la démocratie ?” ; le 17 avril 1958, le même hebdomadaire reproduit, comme *L’Humanité* et *Le Monde*, l’adresse solennelle au président de la République qu’il cosigne avec Roger Martin du Gard, François Mauriac et Jean-Paul Sartre pour dénoncer l’usage de la torture en Algérie. Après trois ans consacrés à la métamorphose des Dieux, la réincarnation politique du gaullisme en fait, le 1er juin 1958, un secrétaire d’État. Le 9 juin, il est ministre délégué à la Présidence du Conseil chargé de l’Information où Soustelle le remplacera dès le 8 juillet suivant. Comme au temps du RPF, Charles de Gaulle arbitre en faveur du réalisme ; il dira peu après : “Il n’y a pas de politique qui vaille en dehors des réalités”.

Mais, en moins d’un mois, Malraux accomplit deux prouesses oratoires, la réponse à 190 questions dans une conférence de presse le 24 juin et, dans un déjeuner avec la presse étrangère, l’affirmation peu appréciée des partisans de l’Algérie française : “Si j’étais un jeune musulman, je combattrais peut-être avec les fellaghas”. Considéré après le 8 juillet comme “un ministre du rayonnement français”, Malraux peut, selon les termes du Journal officiel du 26 juillet, “être chargé par délégation personnelle et directe du président du Conseil, de la réalisation de divers projets et notamment de ceux ayant trait à l’expansion et au rayonnement de la culture française”. L’idée du ministère chargé des Affaires culturelles est sous-jacente à ce texte même si les relations culturelles avec l’étranger et le fonctionnement des instituts français resteront hors des prérogatives de la rue de Valois où Malraux vient se substituer aux secrétaires d’État aux Beaux-Arts des III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Républiques avec l’ambition de faire de son Département ministériel autre chose qu’un instrument au service du décor de l’État.

Dans cet été de tumultes, André Malraux n’hésite pas à confier au journal américain *Saturday evening post* : “Avant de mourir, je veux voir la renaissance de mon pays”. Dans une série de voyages à l’étranger et dans ses discours en France, c’est cette résurrection qu’il proclame. Du 21 novembre au 15 décembre 1958, sa tournée orientale le conduit de l’Iran à l’Inde et au Japon. Madame Madeleine Malraux l’accompagne ; selon la récente formule de J. – F. Lyotard, elle s’y montre “faite pour tamiser de sa grâce silencieuse les missions et les initiatives du trop brillant ministre et ambassadeur personnel de De Gaulle dans le monde”. A Téhéran comme à Tokyo et à Kyoto, l’idée de la nécessaire interpénétration des cultures est au cœur des propos de Malraux. En Inde, son dialogue avec Nehru reste au-dessus de la mêlée des problèmes politiques immédiats ; le ministre tient même à affirmer que la solution des problèmes matériels de l’Inde “n’implique pas l’exclusion des valeurs spirituelles”. Dans son message radiodiffusé aux peuples de l’Inde, Malraux affirme qu’une des entreprises majeures de la civilisation qui commence, c’est “l’organisation de la fraternité”.

En septembre 1958, il a rallié Aimé Césaire en Martinique et entendu “le hurlement de la liberté noire [...] et de l’éternelle jacquerie – inextricablement mêlé à l’espoir révolutionnaire, à la fraternité physique”. Il a déploré qu’en Guadeloupe, en bas on palabrait sans faire grand-chose tandis qu’en haut “on promettait et on ne faisait rien”. En Guyane, il reçut la bonne société de Cayenne introduite par un huissier à chaînes, “égorgeur distingué”, suspendit le préfet et contribua utilement aux 92 % de oui du référendum. Il avait déjà introduit le discours du général de Gaulle sur ce sujet, à Paris, le 4 septembre ; après avoir évoqué les soldats de l’An II qui firent danser l’Europe au nom de la liberté, il avait annoncé le rendez-vous de la

République et le rendez-vous de l'Histoire. Le 14 juillet précédent, il n'avait exclu de la nouvelle République que ceux qui préféraient défiler à Budapest.

Le 24 août 1958, il avait exalté la Résistance, "le souvenir de la plus profonde fraternité virile". Ces discours et tous ceux qu'il rassemblera dans ses oraisons funèbres sont "le dernier retour de flamme de la grande éloquence romantique" et l'un des vecteurs de son action culturelle.

### **Le ministre d'État**

"Il vous sera utile de garder Malraux. Taillez pour lui un ministère, par exemple un regroupement de services que vous pourrez appeler 'affaires culturelles'. Malraux donnera du relief à votre gouvernement." Michel Debré écouta le général de Gaulle et fit d'André Malraux le premier de ses quatre ministres d'État. Après avoir désigné ses premiers collaborateurs, fidèles du RP, Malraux reçut par le décret n° 59-212 du 3 février 1959, les attributions précédemment dévolues au ministre de l'Éducation nationale en ce qui concernait la direction générale des Arts et Lettres, la direction de l'Architecture, les directions des Archives de France et les activités culturelles du Haut-Commissariat à la Jeunesse et aux Sports. Le 13 mars 1959, une commission fut chargée de proposer une nouvelle organisation des services ; elle devait rendre son rapport au Premier ministre avant le 25 mars. Cette hâte permettait à Matignon le contrôle d'opérations qui, pour Michel Debré, ne pouvait aboutir au dépeçage de l'Éducation nationale. La rue de Grenelle n'abandonna que 2, 78 % de ses crédits de fonctionnement et 3, 15 % de ses crédits d'équipement ; ceci fournissait au nouveau ministère 0, 38 % du budget de l'État. Les contraintes politiques et économiques ne permirent pas que cette part dépasse 0, 39 % du budget général en 1969. Rue de Valois, le nouveau ministère ne recueillit d'autre part que 0, 88 % des effectifs de la citadelle Éducation ; en 1960, l'administration centrale rassemblait seulement 377 agents : 173 à l'Architecture, 106 aux Arts et Lettres, 69 à l'administration générale, 26 aux Archives.

Malraux devait confier quelques années plus tard à son deuxième directeur de cabinet André Holleaux : "Sur le fond, il faut que le gouvernement choisisse entre attendre de nous des développements et en refuser les moyens à nos services". M. Burin des Rozières, secrétaire général de la Présidence de la République de 1962 à 1967, m'a lui aussi révélé les regrets que le ministre éprouva devant la parcimonie du ministère des Finances : "Il ne trouvait guère d'appui, ni rue de Rivoli, ni à Matignon, et je crois qu'il répugnait à aborder avec le Général lui-même des questions qu'il jugeait subalternes. Il aurait pu faire davantage, notamment par la multiplication des maisons de la culture, s'il n'avait été réduit à la portion congrue, alors il se consolait avec des coups réussis".

J'ai dit, dès le dixième anniversaire de la disparition d'André Malraux, qu'il y avait eu autre chose que des coups et le bilan de sa décennie aux Affaires culturelles – infra dans le présent texte – est imposant. Mais il est évidemment nécessaire de se demander pourquoi André Holleaux a cru nécessaire d'écrire : "A l'extraordinaire bilan qu'il laisse, il manque d'avoir fait un grand ministère de la Culture". La réponse, en attendant les études exhaustives, s'esquisse peut-être dans deux réflexions : – celle de Pierre Juillet qui me confia "Si les gestionnaires finissent toujours par étouffer le visionnaire, ce n'est pas par supériorité, mais sous le nombre" ; – celle de Pierre Moinot écrivant : "La multiplicité ambiguë d'André Malraux, c'est la douleur même, l'acharnement de l'action et la conscience aiguë de son vide".

J'ajoute réflexions de collaborateurs éminents du ministre, le témoignage de Michel Debré pour qui Malraux fut un héraut plus qu'un réalisateur, un artiste qui "s'enthousiasmait pour une idée, pour un projet et ses nobles intentions et s'en détournait, le laissant à d'autres, quand la réalité était différente" ; c'était aux yeux du Premier ministre "le problème de nommer des

ministres qui n'ont pas le goût de l'Administration : les hommes ont fait ce qu'ils pensaient devoir faire, mais, sans animation par le ministre, la vie quotidienne l'a emporté”.

Avant de donner une autre vision du ministre d'État, excellent ministre du rayonnement culturel, souvenons-nous que Georges Pompidou aussi énonça des critiques à l'encontre de Malraux, jusque dans la salle du Conseil des ministres, quant à son peu d'assiduité dans son bureau ministériel. Mais donnons également acte à Antoine Bernard, dernier directeur de cabinet de Malraux, qu'on peut “être un bon ministre sans passer sa journée à regarder les dossiers” puisqu'un ministre est un animateur, un donneur d'idée. N'oublions pas enfin qu'Albert Beuret me confia : “Nous étions peu armés pour être déterminants” et que Pierre Moinot m'écrivit : “Le seul reproche à faire au ministre est de n'avoir pu obtenir assez d'hommes lui permettant d'organiser les structures dépendantes qui eussent donné aux services l'assise administrative nécessaire”.

Mais Malraux ne voulait pas penser en termes d'entités structurelles et s'il a écrit que son ministère l'obligeait à penser souvent au futur, il ajoutait que c'était “d'une façon impersonnelle, administrative. Ce qui en somme le supprime”. Il se projetait en termes de Destin et l'avait dit sans ambages dans sa conférence de presse du 8 avril 1959 ; il voulait tenter “d'accomplir le rêve de la France ; rendre la vie à son génie passé, donner la vie à son génie présent et accueillir le génie du monde”. C'est, dans cette perspective qu'il balaya le projet Jaujard sur les missions du ministère et fixa la barre au plus haut : “Rendre accessibles les oeuvres capitales de l'humanité et d'abord de la France, au plus grand nombre possible de Français ; assurer la plus vaste audience à notre patrimoine culturel et favoriser la création des oeuvres de l'art et de l'esprit qui l'enrichissent”. Ses actions de ministre ont singulièrement servi l'audience de la Culture malgré ses personnels problèmes et le drame de la mort de ses deux fils, au printemps 1961.

Ce double deuil qu'il ne veut pas évoquer l'atteint progressivement ; Alain Malraux l'a écrit : “La mort de Gauthier et Vincent, il ne l'avait pas encore perçue [elle] n'avait pas encore pesé tout son poids de vide : il savait, il ne ressentait pas. Du moins, pas encore”. C'est ainsi que, le 24 juin 1961, il évoque au Havre ce que la jeunesse recevra dans la nouvelle maison de la culture sans être gagné par les larmes de Madeleine Malraux qui l'accompagnait, il clôt le déjeuner en quelques mots : “Monsieur le maire, je lève mon verre aux enfants de quinze ans pour qui commence aujourd'hui les maisons de la culture et qui deviendront ce qu'ils portent en eux parce qu'ils auront compris ce que porte le général de Gaulle”. Il a dit quinze ans, se plaçant juste en dessous de l'âge que venait d'atteindre Vincent ; il n'évoquera presque plus ensuite son double deuil qu'en parlant de la mort du seul Gauthier. N'oublions pas que, moins d'une semaine après l'enterrement de ses fils, il a d'ailleurs accueilli le général de Gaulle et les Kennedy à Versailles ; dès lors, comment ne pas comprendre ce qu'il écrivit : “Jamais aux jours éclatants, je n'ai assisté à un dîner [... sans le voir] partir vers le néant avec ses deux cent cinquante couverts, ses musiciens sous la tapisserie [...], sa musique de Mozart et son cortège de fin des Habsbourg... Khrouchtchev, Nehru et Kennedy dans la galerie des Glaces de Versailles, et Trianon hanté par le départ”. Mais Malraux ministre d'État assure les devoirs de sa charge.

À l'étranger, en 1959, il se rend à Athènes (28 mai) puis dans cinq pays d'Amérique latine du 24 août au 12 septembre. En 1960, il va successivement au Japon (février), au Mexique (avril), en Afrique noire au mois d'août pour participer aux fêtes de l'indépendance du Tchad, du Centrafrique, du Congo et du Gabon. En 1961, il est au Mali en mai et se repose en Suisse pendant l'été. En 1962, il séjourne aux États-Unis en mai et y retourne, avec Mona Lisa, en janvier 1963 ; à l'automne, il est en Finlande en septembre et en octobre au Québec. L'année 1964 ne comporte que des déplacements privés vers l'Italie et la Suisse cependant que le deuxième semestre 1965 est l'époque de la grande croisière vers l'Asie. Embarqué le 22 juin, avec Albert Beuret, il quitte le Cambodge à Singapour pour Hong Kong, la Chine, l'Inde et

l'Iran ; il rendra compte de sa rencontre avec Mao au conseil des ministres du 18 août. En son absence, le 26 juillet 1965, le général de Gaulle donne un déjeuner au Palais de l'Élysée, en l'honneur de Madame Malraux pour témoigner que son éloignement des déplacements officiels du Ministre ne signifie pas sa relégation. De 1966 à 1969, on dénombre de rares voyages hors de France, l'Égypte en mai 1966, Oxford en novembre 1967, Moscou en mars 1968, le Niger en février 1969. Partout, André Malraux veut saluer les lieux hantés "à la fois par l'esprit et par le courage" et faire appel à l'univers "pour le patrimoine artistique des hommes" ou magnifier des morts au message universel comme l'architecte Le Corbusier à qui, dans la cour carrée du Louvre, il souhaita : "Bonne nuit... Voici l'hommage des villes épiques, les fleurs funèbres de New York et de Brasília. Voici l'eau sacrée du Gange et la terre de l'Acropole".

La célébration des grands morts a fait partie des missions que s'est assignées, sur le sol national, le ministre d'État chargé des Affaires culturelles. La commémoration de Jeanne d'Arc – "la seule figure de victoire qui soit une figure de pitié" s'y rattache comme les funérailles de Georges Braque – "une part de l'honneur de la France (...) parce que l'honneur d'un pays est fait aussi de ce qu'il donne au monde" ou, bien sûr, le transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon et l'évocation "de sa pauvre face informe du dernier jour, de ses lèvres qui n'avaient pas parlé ; ce jour-là, elle était le visage de la France". Mais le visage de la Nation, le ministre s'en est aussi concrètement occupé en relançant les obligations de ravalement des immeubles comme en développant les secteurs sauvegardés dans maintes villes françaises de toutes tailles.

S'il a parfois eu envie de feindre d'être ministre comme le chat de Mallarmé feignait d'être chat d'écrivain, s'il a éprouvé quelque étonnement lorsqu'il observait ses collègues ministres discutant comme si rien ne devait finir, André Malraux s'est aussi appliqué à ses tâches parce qu'il voulait affirmer que le temps du négligeable était passé. Même s'il refusait de passer quinze jours par mois en province et faisait dire "de bonnes paroles" à Biasini, l'apôtre des maisons de la culture, il s'est rendu, après Le Havre, à Bourges comme à Amiens. Il y a fait entendre, comme toujours, des paroles inspirées : "Rien de semblable n'a jamais existé au monde, sous aucun régime, jamais 10 % d'une nation ne s'est trouvé rassemblé dans l'ordre de l'esprit (...) La culture, c'est ce qui répond à l'homme quand il se demande ce qu'il fait sur la terre". C'est pourquoi, après la tourmente de mai 1968, il rappelle aux députés que les maisons de la culture ne sont pas devenues le pire après avoir été le meilleur" ; elles demeurent pour lui des lieux qui n'apportent pas des connaissances, mais des émotions.

Dans d'autres domaines, André Malraux a aussi agi ; je cite ici l'imposant bilan institutionnel que j'ai dressé dans *De Gaulle et la culture*.

- en 1961, création d'une commission de l'équipement culturel et du patrimoine artistique, dans le cadre du IVe Plan ;
- en 1962, une loi sur les "secteurs sauvegardés", un décret réformant l'enseignement de l'architecture, la fondation du service de la création artistique ;
- en 1963, la constitution de comités régionaux des affaires culturelles et d'un service des études et de la recherche ;
- en 1964, la naissance de l'Inventaire général des monuments et richesses artistiques de la France ainsi que du fonds de soutien au théâtre privé et d'une réunion des théâtres lyriques municipaux ;
- en 1965, la prise de fonctions des premiers conseillers régionaux à la création artistique ;
- en 1966, les débuts du service de la Musique et une nouvelle loi sur le classement des monuments historiques ;
- en 1967, outre une loi renforçant la protection des sites, la création du centre national d'art contemporain pour l'aide aux artistes vivants, de l'Institut de l'environnement, de l'orchestre de Paris, du service des archives du film à Bois-d'Arcy ;

– en 1968, le développement des premiers centres d'action culturelle et la loi du 31 décembre permettant des donations d'oeuvres d'art à l'État en remplacement du paiement des droits de succession.

### **Le héraut du gaullisme et de la fraternité**

Dès Amiens, en 1966, le ministre d'État affirmait "changer la France et en faire ce que nous voulons faire est absolument impossible" mais il a poursuivi son ambition : "Que le grand domaine mystérieux de la métamorphose soit donné à tous" pour que chacun s'aperçoive que "lorsque les hommes sont morts, il ne reste rien de ce qui a été hideux en eux et qu'il ne reste que ce qu'ils ont eu de grand quand la transmission est faite par l'art". Pendant les dix ans qui séparent l'inauguration de la maison de la culture d'Amiens et sa mort, André Malraux parle pratiquement de la même manière lorsqu'il est ministre et lorsqu'il ne l'est plus. Outre le labeur incessant de l'écrivain qu'assiste Madame Sophie de Vilmorin et qui fournit à la postérité, de Lazare à L'Homme précaire, tant de fortes pages, nous avons de longues heures d'enregistrements parlés ou filmés, dont les émissions sur l'art avec Jean-Marie Drot et La légende du siècle avec Claude Santelli. Mais, compte tenu de la taille de cet article, nous ne nous arrêterons qu'aux engagements publics d'André Malraux et à son activité de premier président de l'Institut Charles de Gaulle à partir de l'automne 1972.

Cette présidence et les textes donnés à la revue *Espoir* sont le témoignage d'une fidélité que la disparition du général de Gaulle enracine. Les événements du geste gaullien, à ses yeux, "n'appartiennent pas à la politique, mais à l'histoire". L'Institut s'engage, sous son patronage, dans une route qui conduira à une association de plus en plus efficace entre acteurs, témoins et historiens.

Avant que le chêne ne s'abatte et que le docteur Bertagna reconforte Malraux par un bref télégramme – "Il a vécu jusqu'à sa mort" –, la joie de l'ancien ministre avait été immense en découvrant son portrait dans les *Mémoires d'espoir* où le Général dit qu'il se sent, par lui "couvert du terre-à-terre" : "Dans le débat, quand le sujet est grave, son fulgurant jugement m'aidera à dissiper les ombres". La lettre envoyée à l'ermite de Colombey, le 15 septembre 1970, était reconnaissante : "Avoir eu l'honneur de vous aider était la fierté de ma vie, et l'est davantage en face du néant". Dans *Les Chênes qu'on abat*, Malraux s'associe au Général pour lui faire penser "avec une sombre fierté, ce qu'il ne dira pas : Si le dernier acte de ce qui fut l'Europe a commencé, du moins n'aurons-nous pas laissé la France mourir dans le ruisseau".

D'une quarantaine de minutes d'entretien, Malraux extrait un livre, mais il veut aussi continuer à s'engager. Cosignataire en novembre 1969, avec François Mauriac et Jean-Paul Sartre, d'un appel pour la libération de Régis Debray, alors prisonnier en Bolivie, il se déclare, en septembre 1971, prêt à combattre aux côtés des résistants du Bengale avant de différer son projet, après une rencontre avec le Premier ministre indien, Indira Gandhi.

En février 1972, le Président Nixon l'invite à Washington avant de faire son premier voyage officiel en Chine. En avril 1973, il est au Bangladesh, puis au Népal et en Inde ; en mai et juin 1974, il voyage au Japon puis à nouveau en Inde. En décembre 1975, son dernier voyage outre-mer le conduit à Haïti où il s'intéresse aux peintres naïfs.

En France, outre la rédaction de préfaces pour quelques livres et l'inauguration de l'exposition de son musée imaginaire à la Fondation Maeght (12 juillet 1973), il témoigne des combats de la guerre, de l'action des maquis (*Durestal*, le 13 mai 1972) ; les Glières, le 12 septembre 1974) et enfin, à Chartres, le 10 mai 1975, de la Résistance des femmes déportées. Aux Glières, il associe la mort et "le murmure des siècles" mais, face à la solennité des montagnes, il affirme qu'elle "ne prévaut pas sur le plus humble sang versé quand il est un sang fraternel". Sur le parvis de la cathédrale de Chartres, il raconte les camps d'extermination pour "ne pas laisser ramener, ni limiter à l'horreur ordinaire, aux travaux

forcés, la plus terrible entreprise d'avilissement qu'ait connu l'humanité" et fait "bruire dans l'ombre (...) l'immense essaim des mortes (... pour qu'elles reçoivent) le sacre du courage".

"Si cet étrange appel au mot si confus de culture résonne tellement d'un bout à l'autre du monde, c'est qu'en définitive ce n'est pas l'appel aux Morts mais aux ressuscités (... les contemporains en face des grands Morts) ils seront toujours ensemble et se reconnaîtront, parce que nous ne travaillons pas pour le passé, mais nous travaillons pour l'avenir." Même si l'utopie modèle Malraux est frappée durement par la vague revendicative de mai 68, même si Maurice Clavel fait entendre de fortes imprécations contre le ministre et ses 20 ans de ganacherie, nul membre de l'éphémère commune étudiante ne peut contredire Malraux quand il s'exclame : "Ce que les étudiants, les vrais, attendent d'abord de nous, c'est l'espoir" ou qu'il se souvient avoir dit aux journalistes étrangers : "Je ne sais pas quelle est la grandeur de la France, mais je sais que quand elle ne rêve pas, elle va mal".

C'est peut-être parce qu'il a su exalter les rêves qu'André Malraux est en si bonne place dans un sondage sur les grands hommes français du XXe siècle. Au douzième rang des dix-neuf personnalités ayant joué un rôle très important ou assez important dans l'histoire de France du XXe siècle, il figure à la dixième place des sympathisants de gauche et à ce même rang dans la tranche d'âge 35-59 ans. Il précède, dans la tranche 15-34 ans, les présidents Giscard-d'Estaing et Poincaré, puis Joffre, Pinay, Lyautey et de Lattre. Il aurait sans doute plus au colonel Berger de précéder trois maréchaux même s'il n'approuvait sans doute pas Mauriac d'avoir écrit : "Je crois à André Malraux assez de superbe pour qu'il considère Charles de Gaulle comme une carte dans son propre jeu".

L'engagé pour le Bangladesh, le témoin du procès Jean-Kay – pirate de l'air politique – interpelle l'opinion même s'il vieillit. Sa voix a le même écho que lorsqu'il disait aux parlementaires de langue française : "La culture ne connaît pas de nations mineures, elle ne connaît que des nations fraternelles. Malgré les épreuves de sa vie d'homme, malgré les résultats incertains de son action ministérielle, Malraux fait face. Il reste prophétique comme quand il déplorait que nous soyons "dans la plus puissante civilisation que le monde ait connue et qui n'a pu créer ni un temple ni un tombeau".